

**OBJET : Travaux de remplacement de la conduite d'eau potable
Chemin des Grandes Bruyères**

Vu le Code de la Route,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le Code de la voirie routière,

Vu la loi 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, modifiée et complétée par la loi 82-623 du 22 juillet 1982 et par la loi 83-8 du 7 janvier 1983,

Vu l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre I, huitième partie : signalisation temporaire) approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992,

Vu la demande de l'entreprise CHOLTON demeurant à St-Maurice sur Dargoire (69) pour la réalisation de travaux de remplacement de la conduite d'eau potable sur le chemin des Grandes Bruyères,

Considérant que pour permettre l'exécution des travaux et assurer la sécurité de la circulation automobile et piétonnière ainsi que des ouvriers, il y a lieu de réglementer la circulation selon les dispositions suivantes :

Le Maire de la Commune de SAINT-PRIM

ARRETE

Article 1 : la circulation sera temporairement réglementée chemin des Grandes Bruyères dans les conditions définies ci-après. Cette réglementation sera applicable à partir du 15 mars 2010 et ne pourra excéder une durée de sept semaines.

Article 2 la circulation des véhicules sera interdite sur ce chemin. Les déviations se feront soit par le chemin du Chataignier, le chemin des Rotisses, le chemin de la Croix-Rouge, la Rue du Chanet.

Article 3 : La signalisation du chantier (jours et nuits) sera mise en place, entretenue et déposée, sous contrôle de l'entreprise CHOLTON. Une signalisation spécifique pour la circulation des piétons, l'accès des riverains et le service de collecte des ordures ménagères devra être mise en place en cas de nécessité.

Article 4 : Le présent arrêté fera l'objet d'une publication et d'un affichage selon les règles en vigueur. Mr le Maire, l'entreprise responsable des travaux, Mr le Commandant de la Brigade de Gendarmerie de St-Clair du Rhône sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'application du présent arrêté dont ampliation sera transmise à la CCPR, à l'entreprise et à la Gendarmerie.

Fait à Saint-Prim, le 18 mars 2010

Le Maire
P. BARRAUD